



## Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales

<http://www.apses.org>

Marjorie Galy – Présidente - marjorie.galy@wanadoo.fr

Erwan Le Nader - Vice-président - erwan.le.nader@gmail.com

Patricia Morini - co-secrétaire générale - patricia.morini@laposte.net

Kevin Hédé – co-secrétaire général - kevin.hede@gmail.com

Communiqué de presse de l'APSES du 3 avril 2012

### **Fusion SES / Economie – Gestion : Malgré leur succès, les SES encore remises en question**

#### **Fusionner les Sciences Economiques et Sociales et l'Economie – Gestion ?**

Les sciences économiques et sociales dérangent-elles tant le Ministère de l'Education Nationale ? Après une refondation des programmes - publiés malgré une contestation de toutes parts – et la mise en œuvre d'une épreuve de baccalauréat qui interdit les sujets invitant les élèves à débattre, voici que dans sa [circulaire de rentrée](#) et dans un [rapport ministériel](#), le Ministère préconise d'offrir à « titre expérimental » en seconde « un enseignement à caractère économique mettant en jeu les éléments relevant à la fois des « sciences économiques et sociales » et des « principes fondamentaux de l'économie et de la gestion ».

#### **L'aboutissement d'une stratégie ancienne**

Cette proposition est le fruit d'une stratégie énoncée explicitement en 2007 [devant la commission Pochard](#) par Bernard Thomas, devenu ensuite conseiller du Ministre Luc Chatel, cette stratégie consistant à faire disparaître les SES par absorption et dissolution:

*« Alors le débat c'est bien sûr ensuite "qui [enseigne l'économie]" et "qu'est-ce qu'on y met" ? Sur la question de savoir qui le fait, il n'y a pas en France que des professeurs de sciences économiques et sociales, il y a aussi des professeurs d'économie et gestion (...) Je pense, qu'ils gagnent, eux, et leur enseignement et leurs programmes à être connus, que je pense qu'il y a une piste quelque part, là, en mettant un peu l'ensemble dans un pot commun des sciences économiques et sociales théoriques, il en faut... il en faut ! On fait bien de la philosophie ! Mais en allant jusqu'à l'enseignement de l'entreprise (...) »*

Les SES qui dégoûteraient les élèves du marché, l'Economie-Gestion qui réconcilierait les élèves avec la libre entreprise : autant de fantasmes durablement ancrés au Ministère qui expliquent leur volonté de voir disparaître une discipline à laquelle on reproche d'attirer trop d'élèves !

## **S'affranchir des programmes nationaux ?**

Le Ministère n'hésite pas à proposer une disposition [contraire au cadre réglementaire que l'on peut lire sur son site](#) : l'expérimentation (prévue à l'article 34 de la loi Fillon), « *permet la mise en oeuvre d'expérimentations qui ne dérogent pas à la loi. Ainsi, [il] **n'est pas possible de déroger au contenu des programmes, de caractère national** [...]. ».*

Imagine-t-on en effet que chaque lycée puisse fusionner un cours de Français avec un cours d'Histoire en divisant l'horaire global par deux ? **Peut-on imaginer que la sociologie soit marginalisée** dans un enseignement hybride, qui, limité à 90 minutes par semaine pour traiter 2 programmes dénoncés pour leur lourdeur, devrait aussi aborder la macroéconomie, la microéconomie, la gestion et le droit ? On devine la partie du programme actuelle de SES qui ferait les frais de cette expérimentation.

L'APSES dénonce cette nouvelle offensive idéologique contre l'enseignement des SES. Elle appelle tous les collègues de lycée à [faire refuser en conseil d'administration](#) toute tentative de fusionner les SES et l'Economie Gestion en seconde, et se déclare prête à attaquer devant le tribunal administratif toute expérimentation qui ne respecterait pas le cadre législatif en vigueur.